

Volet Lettonie

La souveraineté européenne

Enquête Ipsos pour la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation Friedrich-Ebert

EUROPA

FRIEDRICH
EBERT
STIFTUNG

Enquête réalisée par Ipsos pour la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation Friedrich-Ebert. 8000 personnes interrogées par internet via l'Access Panel d'Ipsos du 28 décembre 2020 au 8 janvier 2021, constituant 8 échantillons de 1000 personnes représentatifs de la population nationale de 18 ans et plus de l'Allemagne, l'Espagne, la France, l'Italie, la Lettonie, la Pologne, la Roumanie et la Suède. Les échantillons ont été constitués selon la méthode des quotas (sexe, âge, profession, catégorie d'agglomération, région). Cette note de synthèse présente les résultats du volet Lettonie.

LA SOUVERAINETÉ : UNE IMAGE POSITIVE MAIS CLIVÉE

Malgré une histoire politique atypique – création de la première République de Lettonie en 1920, perte d'autonomie en 1940 pour ne retrouver l'indépendance qu'en 1991 – la Lettonie ne se démarque pas tant que cela des autres pays de l'enquête. Globalement, les résultats lettons sont assez proches de ce que l'on mesure dans les pays qui ont une bonne image de la souveraineté et de la souveraineté européenne comme l'Allemagne ou la Pologne.

Les Lettons ont ainsi une bonne image du mot souveraineté, qui évoque « quelque chose de positif » pour 61 % d'entre eux (2 % d'avis négatif, 29 % d'avis « ni positif ni négatif »). Ce taux est supérieur de 15 points à celui mesuré en moyenne sur

les huit pays testés (46 %), mais reste en deçà de ceux mesurés en Allemagne (73 %) ou en Pologne (69 %). La Lettonie se singularise en revanche par un fort clivage générationnel : la souveraineté évoque « quelque chose de positif » pour 45 % des 18–34 ans, 60 % des 35–49 ans, 64 % des 50–59 ans, et 74 % des 60 ans et plus. Le clivage social est presque aussi net : 76 % de « positif » chez les personnes les plus diplômées, 50 % chez les moins diplômés ; 73 % chez les plus aisés, 58 % chez les plus modestes.

En termes d'image détaillée, les Lettons sont un sur trois (33 %) à juger le mot souveraineté « moderne », 17 % à le trouver « dépassé », quand la majorité (42 %) ne choisit « ni l'un ni l'autre ». Une large majorité (60 %) ne lui attribue pas non plus de couleur politique, moins d'un Letton sur cinq (18 %) estime que c'est une notion « de droite », pour 5 % « de gauche ». En Lettonie, la souveraineté évoque massivement « l'indépendance » (72 % de citations), et à un degré moindre, « la liberté » (45 %) et « l'autodétermination » (42 %). C'est le triptyque qu'on retrouve également en tête en Allemagne et en Pologne (et dans une moindre mesure chez son voisin suédois), très loin de ce que l'on mesure en France ou en Italie, où les mots « puissance », « nationalisme » et « protectionnisme » sont sur le podium. Aucun de ces trois mots ne dépasse 15 % de citations en Lettonie.

En ce qui concerne enfin non plus les mots mais les idées à associer à la souveraineté, les Lettons sont parfaitement alignés sur la moyenne des huit pays de l'enquête. « L'indépendance vis-à-vis des autres » recueille 60 % de citations (58 % en

moyenne européenne), « le fait de vivre selon ses propres valeurs et préférences » est à 56 % (57 % en moyenne), « la capacité à faire valoir ses propres intérêts » est à 49 % (51 %), « la coopération librement déterminée » est à 36 % (35 %).

DANS LA MOYENNE DES HUIT PAYS, 44 % DES LETTONS JUGENT CONTRADICTOIRE D'ASSOCIER SOUVERAINETÉ ET EUROPE

Comme on a pu le constater dans les autres pays de l'enquête, une bonne image de la souveraineté va de pair avec une bonne compréhension et une bonne perception des expressions qui lui sont associées. La Lettonie ne déroge pas à la règle. Près de huit Lettons sur dix (78 %) comprennent « bien » l'expression souveraineté nationale, qui évoque « quelque chose de positif » pour trois personnes sur quatre (75 %). On est nettement au-dessus de la moyenne européenne (57 % jugent favorablement cette expression), au niveau de ce que l'on mesure en Pologne ou en Roumanie (76 %).

Un ton en dessous, les deux tiers des interviewés (67 %, pour 63 % en moyenne) voient également bien ce que signifie la souveraineté européenne, et 68 % en ont une bonne image. On est là encore bien au-dessus de la moyenne (52 % d'opinions positives), toujours au niveau de la Pologne (69 %) et de la Roumanie (66). Dans le détail, comme pour le terme « souveraineté », l'idée de souveraineté européenne est davantage appréciée des plus âgés (74 %) que des plus jeunes (58 %) et des plus diplômés (73 %) que de ceux qui le sont le moins (62 %). Quant à la proximité partisane, elle n'a qu'un impact marginal sur la perception de cette notion, somme toute consensuelle.

Pour autant, l'association des termes souveraineté et Europe reste assez clivante. La majorité des Lettons (56 %) ne voient pas de problème à associer les deux mots ensemble, « car la souveraineté européenne et la souveraineté nationale sont complémentaires », mais une minorité tout de même assez forte de 44 % (42 % en moyenne pour les huit pays enquêtés) juge au contraire que les deux mots sont contradictoires, « car la souveraineté renvoie avant tout à la nation ».

Comme en Suède, et contrairement aux autres pays de l'enquête, le concept « d'autonomie stratégique » est en revanche mal compris en Lettonie. La majorité (57 %) des interviewés voit mal de quoi il s'agit, ce qui pénalise la bonne perception de l'expression. Elle évoque tout de même « quelque chose de positif » pour 45 % des sondés, pour 19 % d'avis contraires et 36 % « ni positif, ni négatif ».

LES LETTONS PARTAGÉS SUR LA RÉALITÉ DE LA SOUVERAINETÉ EUROPÉENNE

Et selon vous, l'Europe est-elle aujourd'hui souveraine ? Les avis sont partagés : 56 % pensent en effet que oui, mais 44 % sont d'avis contraire. On est toujours au-dessus de la moyenne européenne (51 % / 49 %), sans pour autant atteindre les niveaux mesurés en Pologne (65 % de « oui ») ou en Roumanie (63 %). Si les Lettons s'interrogent davantage sur la réalité de la souve-

raineté européenne, c'est peut-être parce qu'ils considèrent plus massivement qu'il est « primordial » que l'Europe dispose de certains éléments pour qu'on puisse vraiment parler de souveraineté : « une économie prospère », jugée primordiale pour 71 % des Lettons, « une politique de sécurité et de défense commune » (primordiale pour 70 %), « une défense forte de ses propres valeurs, démocratie, État de droit, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur » (65 %), « garantir la production européenne dans des domaines stratégiques tels que l'alimentation ou la santé » (64 %), « des outils communs pour lutter contre les ingérences étrangères (lutte contre les campagnes de désinformation, le financement étranger de partis politiques etc.) » (60 %), « ses propres ressources énergétiques » (59 %), « la maîtrise des frontières extérieures de l'UE » (59 %), « ses propres ressources fiscales » (54 %), « une maîtrise des infrastructures stratégiques, port, aéroport, énergie » (52 %) ...

On comprend dès lors que les Lettons soient en proportion les plus nombreux (84 %, dont 35 % de « oui, tout à fait ») à souhaiter qu'on renforce la souveraineté européenne. Ce score est presque aussi élevé que le souhait d'un renforcement de la souveraineté nationale, qui fait quasiment l'unanimité (90 %). Les raisons pour approfondir la souveraineté européenne sont nombreuses, et disparates. Les Lettons citent le plus souvent « la menace terroriste » (38 %), commune à de nombreux pays, mais presque au même niveau « le manque de poids de son pays à l'échelle internationale », plus spécifique (37 %). Ils sont aussi les seuls, avec les Polonais, à placer sur le podium « la volonté de puissance de la Russie » (31 % de citations – dont 73 % chez les sympathisants de la nationaliste Nacionala Apvieniba, pour 13 % en moyenne européenne). Viennent ensuite « la menace sanitaire » (30 %), « la volonté de puissance des États-Unis » (21 %), « le défi du changement climatique » (18 %). Les autres raisons proposées sont sous les 15 %. Quant aux obstacles qui freinent la mise en place de la souveraineté européenne, les Lettons en désignent un principal : « la pression d'un certain nombre de pays étrangers qui n'ont pas intérêt à voir émerger une Europe forte », cité par 41 % de l'échantillon (dont 52 % des personnes les plus âgées). Loin derrière « la faiblesse des institutions européennes (Commission, Parlement ...) telles qu'elles existent aujourd'hui » est à 15 %, et toutes les autres propositions en-dessous.

EDITEUR

© Friedrich-Ebert-Stiftung Paris, 2021
41bis, boulevard de la Tour-Maubourg
F-75007 Paris, France

Responsable de cette publication à la Friedrich-Ebert-Stiftung :
Thomas Manz | Directeur du bureau de la FES en France

Photo de couverture : Jan Scheunert | picture alliance / ZUMAPRESS.com

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs et ne reflètent pas forcément celles de la Friedrich-Ebert-Stiftung. L'utilisation commerciale des médias publiés par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est interdite sans autorisation écrite de la FES.